

CONDITIONS GENERALES DE VENTE

1. APPLICATION DES CONDITIONS GENERALES DE VENTE

Les présentes conditions générales de vente et toutes versions ultérieures sont librement accessibles à la connaissance de tous par affichage sur le site internet du vendeur.

Le fait de passer commande implique l'adhésion entière et sans réserve de l'acheteur aux présentes conditions générales de vente. Celles-ci prévalent sur les conditions figurant sur les documents de l'acheteur et, à défaut d'acceptation expresse du vendeur, toute condition contraire posée par l'acheteur est inopposable au vendeur.

En cas de nullité de l'une des présentes clauses, les autres clauses demeurent valables.

2. COMMANDES

2.1. Toute commande ou procédure de mise à disposition s'analysent comme une promesse d'achat. Les commandes sont définitives lorsque le vendeur les aura confirmées par écrit.

2.2. Toute modification ou résolution de commande demandée par l'acheteur ne peut être éventuellement prise en considération que si elle est parvenue par écrit au minimum 48h avant la mise en fabrication des marchandises. En cas de modification de la commande par l'acheteur, le vendeur sera délié des délais convenus pour son exécution. Si le vendeur n'accepte pas la modification ou la résolution, les acomptes versés ne seront pas restitués.

3. LIVRAISON

3.1. Modalités. Sauf stipulation contraire convenue lors de la commande, la livraison reste à la charge de l'acheteur. Soit la marchandise est mise à sa disposition dans les locaux du vendeur, soit le vendeur procède à l'envoi de la marchandise aux frais de l'acheteur.

3.2. Délais. Les délais de livraison sont indicatifs sauf accord sur date ferme et impérative passé entre le vendeur et l'acheteur. Dans ce dernier cas seulement, l'acheteur pourra, après mise en demeure, demander la résolution de la commande pour non-respect de la date d'expédition, cependant tout droit à indemnisation, pénalités ou annulation de commande étant exclus.

4. TRANSFERT DE RISQUES, RECEPTION ET RECLAMATIONS

4.1. Les marchandises voyagent aux risques et périls de l'acheteur. En cas d'avarie ou de manquant, il appartient au destinataire de faire les réserves éventuelles près du transporteur et ce, conformément à l'article L 133-3 du code de commerce. A défaut, les marchandises seront considérées comme acceptées par l'acheteur.

4.2. Aucune action en non-conformité ne pourra être engagée par l'acheteur plus de 7 jours ouvrés après la livraison des marchandises. Cette réclamation, pour être retenue, se fera expressément par écrit. Les pièces incriminées seront retournées aux vendeurs à la charge de l'acheteur et feront l'objet d'une analyse. Cette analyse déterminera la responsabilité du vendeur, si elle est confirmée, les pièces seront soit remplacées soit reprises si cela reste possible. Aucune action en non-conformité ne pourra faire l'objet d'un quelconque dédommagement.

5. PRIX et PAIEMENT

5.1. Prix. Les prix figurant sur les confirmations de commande du vendeur sont révisables. Tout impôt, taxe, droit ou autre prestation à payer en application des règlements français ou ceux d'un pays importateur ou d'un pays de transit, sont à la charge de l'acheteur.

5.2. Modalités de paiement. Le client s'engage à régler le paiement de sa facture par virement bancaire suivant les coordonnées du RIB indiquées sur la facture. Sauf stipulation contraire sur les factures, celles-ci sont payables à réception et sans escompte. En cas d'escompte (règlement sous 10 jours escompte de 1.5%), celui-ci sera déduit du chiffre d'affaires taxable du vendeur, le montant des taxes à récupérer par l'acheteur doit être diminué du montant de taxes afférent à l'escompte.

5.3. Retard ou défaut de paiement. En cas de retard de paiement, le vendeur pourra suspendre toutes les commandes en cours, sans préjudice de toute autre voie d'action.

Toute somme non payée à l'échéance (figurant sur la facture) entraîne l'application de pénalités d'un montant forfaitaire de 100.00 € de frais de dossier + un montant de 40.00€ pour frais de recouvrement, auquel nous appliquerons un taux de 15% du montant Hors Taxe de la facture, nonobstant l'application de la clause de réserve de propriété. En cas de défaut de paiement, quarante huit heures après une mise en demeure restée infructueuse, la vente sera résiliée de plein droit, si bon semble au vendeur, sans préjudice de tous autres dommages intérêts.

Lorsque le paiement est échelonné, le non-paiement d'une échéance entraînera l'exigibilité immédiate et sans mise en demeure de toutes les dettes dues par le débiteur au vendeur. Lorsque la livraison est échelonnée, le non-paiement d'une livraison entraîne le droit pour le vendeur de suspendre les livraisons à venir, sans mise en demeure.

Dans les cas où le paiement interviendra après l'échéance, les pénalités de retard seront calculées depuis la date d'échéance jusqu'au jour du paiement effectif. Ces pénalités seront payables à réception d'un avis qui informera l'acheteur du montant exact porté à son débit.

5.4. Exigence de garanties. Le vendeur se réserve le droit de demander des garanties particulières en cas de retard de paiement ou de risque d'insolvabilité (notamment garanties bancaires, états des protêts, privilèges ou nantissements pris sur l'acheteur).

Le refus de l'acheteur de fournir les garanties demandées pourra entraîner le droit à revendication des marchandises dans les conditions prévues à la clause de réserve de propriété stipulée aux présentes. Les commandes en cours non encore livrées seront résiliées de plein droit, du fait de l'acheteur et à ses torts exclusifs. Ce dernier sera alors tenu de verser au vendeur une indemnité de résiliation égale à la valeur des marchandises non encore livrées.

5.5. Les clauses pénales figurant sur les papiers commerciaux de l'acheteur sont inopposables au vendeur. Ainsi les commandes annulées, avec l'accord du vendeur, donnent lieu à l'établissement d'un avoir, qui ne peut être utilisé que pour le paiement de nouvelles commandes et dans le délai maximum de 6 mois, à l'exclusion de tout remboursement. L'avoir ne pourra être utilisé au-delà de ce délai.

6. RESERVE DE PROPRIETE ET SUBROGATION DE CREANCE

6.1. RESERVE DE PROPRIETE. LE VENDEUR SE RESERVE LA PROPRIETE DE LA MARCHANDISE LIVREE PAR LUI JUSQU'AU PAIEMENT INTEGRAL DU PRIX ET EN CAS D'EMISSION DE CHEQUES OU D'EFFETS DE COMMERCE JUSQU'A LEUR ENCAISSEMENT. PENDANT LA DUREE DE LA RESERVE DE PROPRIETE, LES RISQUES AYANT ETE TRANSFERES A L'ACHETEUR DES LA MISE A DISPOSITION DANS LES LOCAUX DU VENDEUR DES MARCHANDISES, L'ACHETEUR DEVRA ASSURER LA MARCHANDISE CONTRE TOUS RISQUES DE DOMMAGES. LES POLICES D'ASSURANCE MENTIONNERONT LA QUALITE DE PROPRIETAIRE DU VENDEUR. LES MARCHANDISES EN STOCK AUPRES DE L'ACHETEUR SONT, SAUF PREUVE CONTRAIRE, PRESUMES ETRE CELLES IMPAYEES. EN CAS DE NON-PAIEMENT (TOTAL OU PARTIEL) DU PRIX A L'ECHEANCE, LE VENDEUR PEUT EXIGER, DE PLEIN DROIT ET SANS FORMALITE, LA RESTITUTION DE TOUTES LES MARCHANDISES NON ENCORE INTEGRALEMENT PAYEES, Y COMPRIS DES MARCHANDISES NORMALEMENT PAYABLES A UNE DATE ULTERIEURE. CETTE RESTITUTION EFFECTUEE AUX FRAIS, RISQUES ET PERILS DE L'ACHETEUR N'EQUIVAUT PAS A LA RESOLUTION DE LA VENTE. EN CAS DE FAÇONNAGE DE LA MARCHANDISE SANS APPOINT DE MATIERE, LES MODIFICATIONS APPORTEES A LA MARCHANDISE SERONT REPUTEES EFFECTUEES POUR LE COMPTE DU VENDEUR. EN CAS D'INCORPORATION DE MATIERE NOUVELLE A LA MARCHANDISE LIVREE, LE VENDEUR SERA COPROPRIETAIRE DE LA MARCHANDISE POUR SA VALEUR INITIALE.

6.2. Subrogation de créance. L'acheteur est autorisé à revendre la marchandise livrée dans son commerce normal. Toutefois, il cède alors au vendeur toutes les créances à son profit nées de la revente au tiers acheteur (preneur). L'acheteur est autorisé à recouvrer ses créances, même après cette cession sans que le droit du vendeur de recouvrer lui-même ses créances soit affecté.

Toutefois le vendeur s'engage à ne pas recouvrer les créances dans la mesure où l'acheteur exécute correctement ses obligations de paiement. Le vendeur peut exiger que l'acheteur le tienne informé des créances qui lui ont été cédées et mentionne le nom des débiteurs ainsi que toutes indications nécessaires au recouvrement et qu'il lui fournisse les documents y afférents et informe les débiteurs de la cession.

Lorsque la marchandise livrée est revendue avec d'autres marchandises qui n'appartiennent pas au vendeur, ou après façonnage, la créance de l'acheteur contre le tiers acheteur est réputée cédée pour le montant du prix convenu entre le vendeur et l'acheteur. Aucune dérogation ne peut être accordée par le vendeur sans la preuve d'une notification aux débiteurs de l'acheteur de la qualité de subrogé du vendeur à hauteur des sommes dues.

7. RESPONSABILITE

7.1. Le vendeur apporte le plus grand soin à la production et à l'emballage des produits. Cependant, en cas de malfaçons ou de défauts dûment reconnus par le vendeur, l'obligation de ce dernier sera forfaitairement limitée à la réparation des seuls dommages directs et au remplacement des quantités défectueuses, ce y compris au titre de la garantie légale des vices cachés.

Il ne sera alloué aucune autre indemnité de ce fait pour quelque cause ou préjudice que ce soit. La réclamation effectuée par l'acheteur ne suspend pas l'obligation de paiement des marchandises concernées.

7.2. Suite à une commande de l'acheteur, celui-ci devra fournir, pour la fabrication du produit, un plan normalisé (dont seules les tolérances générales applicables sont la norme ISO2768cL). Ce plan normalisé devra indiquer toutes les caractéristiques impératives à la fabrication du produit. A défaut de ne pouvoir fournir un plan, l'acheteur se mettra en relation avec le bureau d'étude afin de définir le cahier des charges qui lui incombe. Le plan ou le cahier des charges feront l'objet d'un écrit de la part de l'acheteur. Sans réception de ces documents 48h après la confirmation de commande, la société PONOT lancera en fabrication le produit (suivant son offre) et déclinera toute responsabilité de non-conformité du produit.

8. CLAUSES TECHNIQUES

Le vendeur se réserve la possibilité de faire évoluer le produit et ses caractéristiques techniques, tout en conservant ses performances. Ces dispositions s'inscrivent notamment dans le cadre des directives européennes relatives à la prise en compte des exigences relatives à l'environnement dans la conception et la fabrication des emballages.

9. INFORMATIQUE ET LIBERTES

Conformément à la loi "Informatique, Fichier et Libertés" du 06.01.1978, l'acheteur bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations nominatives le concernant. Le client s'engage à accepter la réception de la facture sous format dématérialisé (article 222 de la loi Macron du 6 août 2015)

10. ATTRIBUTION DE JURIDICTION. DROIT APPLICABLE. TRADUCTION.

A défaut d'accord amiable, tout litige sera de la compétence des tribunaux du Puy en Velay, seuls compétents, même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs. Le droit applicable est le droit français.

La version française des présentes conditions générales de vente prévaut sur toute traduction de celles-ci.